



CHRONIQUES

Allemandes

N° 11

17 septembre 2013

La crise de la dette et de la zone euro a montré à quel point la situation économique et politique prévalant dans les autres pays européens avait des implications en France. Le sort de notre pays apparaît ainsi de plus en plus lié à celui de nos partenaires au premier rang desquels l'Allemagne.

Sur tous les grands sujets : fiscalité, compétitivité des entreprises, énergie (sortie du nucléaire par exemple) ou bien encore éducation, l'exemple allemand est désormais systématiquement convoqué dans le débat français soit pour s'en inspirer soit pour en pointer les limites.

Cette tendance, déjà ancienne, s'est renforcée ces dernières années et la campagne électorale en a donné de nombreux exemples.

C'est dans ce contexte que l'Ifop a décidé de rédiger et publier régulièrement des notes d'analyse (réalisées à partir d'enquêtes de l'Ifop ou d'instituts allemands) sur la situation politique et économique en Allemagne.

L'état de l'opinion allemande à la veille du Bundestagswahl

Le 22 septembre prochain auront lieu les élections législatives en Allemagne. Si Angela Merkel et son parti, le CDU/CSU sont donnés gagnants, l'écart s'est resserré avec les socio-démocrates du SPD dans la dernière ligne droite. Une vraie incertitude subsiste par ailleurs sur la coalition qui sera formée à l'issue du scrutin : le FDP, parti de centre-droit, franchira-t-il la barre des 5% (seuil de qualification) ce qui permettrait une reconduction de l'alliance sortante CDU-CSU/FDP ou assistera-t-on à la reformation d'une grande coalition CDU-CSU/SPD comme en 2005-2009 ou à la constitution d'une majorité rouge-verte (SPD-Die Grünen) voire, plus improbable, à une alliance noire-verte (c'est-à-dire entre les conservateurs de la CDU et les écologistes de Die Grünen) ? Les résultats de ce scrutin feront l'objet d'un prochain numéro de « Chroniques allemandes » mais nous souhaitons revenir dans cette note sur l'état de l'opinion publique allemande telle qu'elle nous est apparue, à quelques jours du scrutin, au travers de deux enquêtes Ifop menées très récemment pour ODDO¹ et pour La Croix².

¹ Etude Ifop réalisée pour ODDO par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI), auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population allemande âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, du 2 au 5 septembre 2013.

² Etude Ifop réalisée pour La Croix par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI), auprès d'un échantillon de 4006 personnes (1002 interviews en France, 1000 interviews en Allemagne, 1004 interviews en Italie, 1000 interviews en Espagne représentatif de la population de chaque pays âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, du 29 août au 4 septembre 2013.

Déjà publiés

N°1 – Sept. 2005 : *Recomposition de la gauche : à l'Est du nouveau ? Retour sur les résultats des élections allemandes de 2005*

N°2 – Sept. 2009 : *Quand la gauche radicale s'installe en Allemagne. Analyse sur le vote Die Linke*

N°3 – Mai 2010 : *Analyse sur les élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie*

N°4 – Oct. 2010 : *La percée du FPÖ aux élections municipales de Vienne*

N°5 – Déc. 2010 : *Regards franco-allemands sur la crise de l'Euro*

N°6 – Avril 2011 : *Le Bade Wurtemberg passe aux Verts : un effet Fukushima*

N°7 – Avril 2012 : *Fin de la coalition « jamaïcaine » et percée des « Pirates » : retour sur les élections régionales en Sarre*

N°8 – Mai 2012 : *Premier bilan sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie : cuisant revers pour la CDU et large victoire pour le SPD*

N°9 – Juillet 2012 : *L'opinion publique allemande face à la crise de l'Euro*

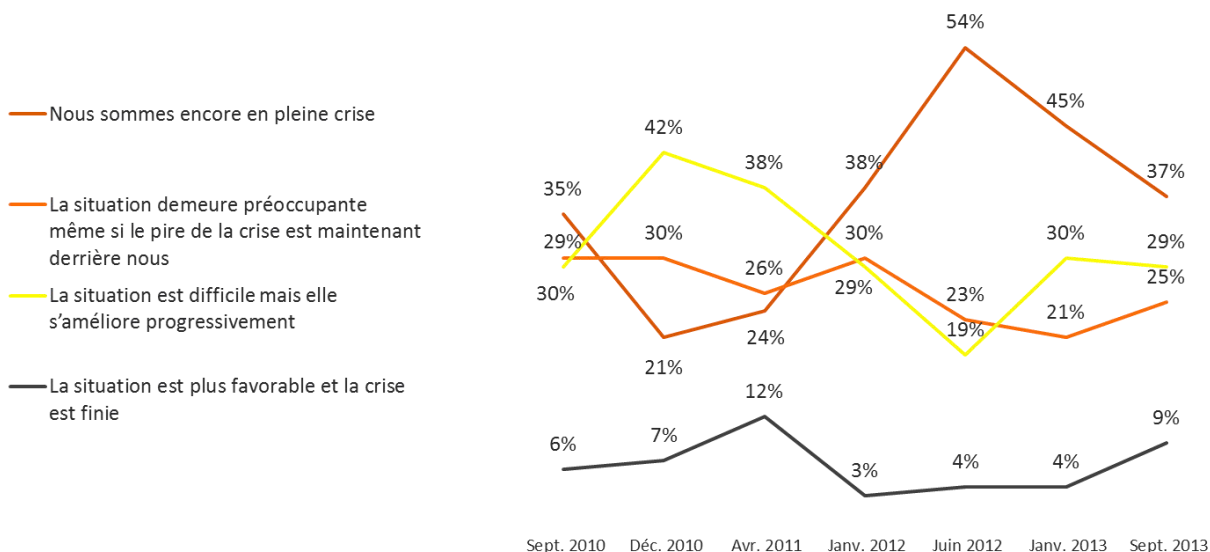
N°10 – Février 2013 : *Regards et attentes sur les relations franco-allemandes 50 ans après le Traité de l'Élysée*

1. Un moral économique bien meilleur que dans les autres grands pays de la zone euro.

Après la très forte inquiétude enregistrée en juin 2012, l'accalmie sur le front de la crise de l'euro et les résultats de l'économie allemande se sont traduits par une amélioration du moral. Comme le montre le graphique suivant, un scénario de sortie de crise semble s'être progressivement installé outre-Rhin même si le niveau d'optimisme n'atteint pas encore celui observé en décembre 2010 avant le déclenchement de la seconde phase de la crise (le fameux « double deep » des Anglo-Saxons).

La perception de la situation économique.

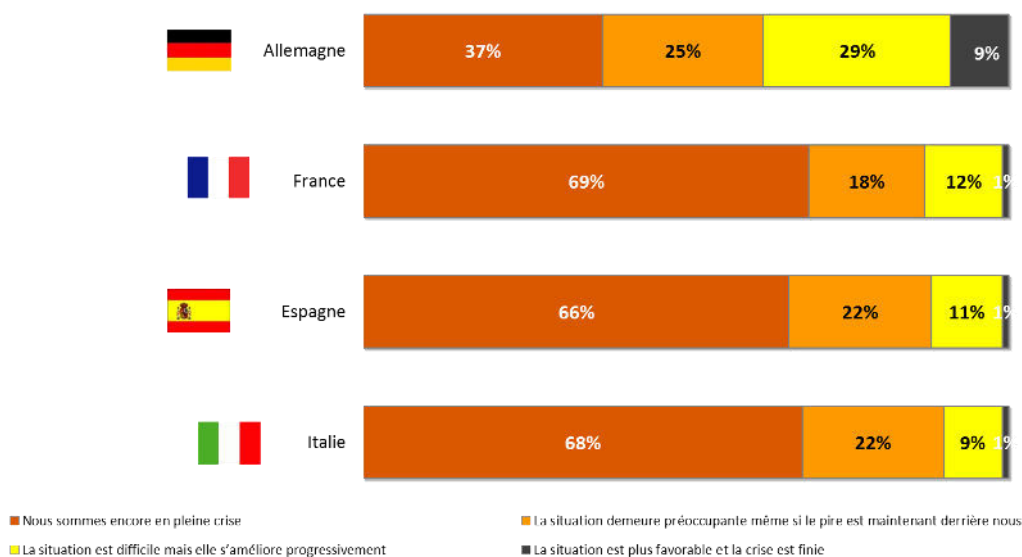
Question : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



Même si nos voisins allemands n'affichent pas encore un optimisme à tout crin, le contraste est saisissant avec les perceptions en France, en Espagne et en Italie.

L'opinion sur la situation économique actuelle

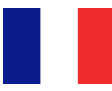
Question : En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



Ce décalage dans le ressenti se retrouve également dans les représentations associées à la crise actuelle. Alors qu'une écrasante majorité des Espagnols, des Italiens mais aussi des Français pensent que cette crise est plus grave que les précédentes, les Allemands sont beaucoup plus partagés : 31% la perçoivent comme identique et une forte minorité (36%) comme moins grave.

Le degré de gravité de la crise actuelle

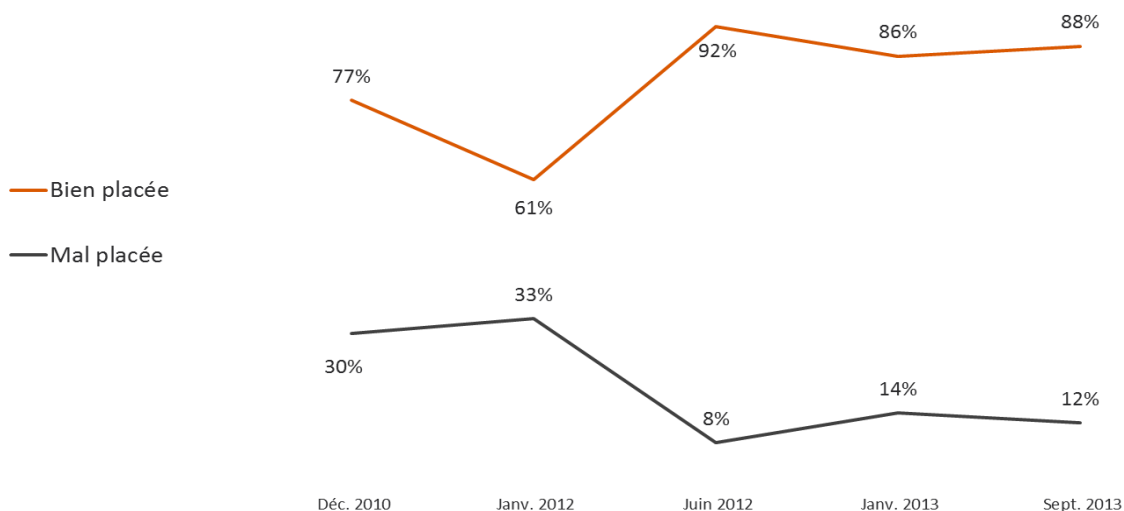
Question : Diriez-vous que cette crise, par rapport aux précédentes crises que [votre pays] a connues, est plus grave, moins grave, ni plus grave ni moins grave ?

	Italie  (%)	Espagne  (%)	France  (%)	Allemagne  (%)
• Plus grave	83	81	68	33
• Moins grave.....	5	6	4	36
• Ni plus grave ni moins grave	12	13	28	31
TOTAL	100	100	100	100

Cette relativisation de la crise s'accompagne d'une très importante confiance dans la compétitivité de l'Allemagne au niveau mondial comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Une confiance dans la compétitivité de l'Allemagne au plus haut

Question : Diriez-vous que l'Allemagne est bien ou mal placée dans la compétition économique mondiale ?



A titre de comparaison, et pour bien prendre la mesure de ce score, on précisera que seuls 36% des Français pensaient en février dernier [Sondage Ifop pour La Croix] que notre pays était bien placé dans la compétition économique mondiale. Cette confiance dans la puissance économique allemande se décline également au niveau de la solidité perçue des finances publiques du pays. Alors que la crainte d'un scénario « à la grecque » est majoritairement partagée en Espagne, en Italie mais ... aussi en France, cette menace n'inquiète « que » 31% des Allemands.

La possibilité que son pays connaisse une crise similaire à celle survenue en Grèce

Question : Selon vous, est-ce que [votre pays] pourrait connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce ?

	Italie  (%)	Espagne  (%)	France  (%)	Allemagne  (%)
TOTAL Oui	58	56	54	31
• Oui, certainement.....	11	12	9	5
• Oui, probablement	47	44	45	26
TOTAL Non	42	44	46	69
• Non, probablement pas.....	38	38	40	54
• Non, certainement pas	4	6	6	15
TOTAL	100	100	100	100

2. Une amélioration du modèle social allemand est demandée.

Les Allemands, on l'a vu, sont pleinement confiants dans la puissance de leur modèle économique et relativisent majoritairement la crise. Nos voisins ne font, pour autant, pas montre d'un optimisme béat et absolu. Ils semblent en effet sensibles au développement de la précarité sur le marché du travail. Une large majorité d'entre eux pensent ainsi que la qualité des emplois s'est fortement dégradée au cours des dernières années.

L'évolution perçue du marché du travail

Question : Au cours des derniers mois, concernant la question de l'emploi et du chômage, avez-vous personnellement le sentiment que... ?

Par rapport à
janvier 2013

Le taux de chômage est en réalité assez élevé et la qualité des emplois s'est fortement dégradée au cours des dernières années

53% (-7)

Le taux de chômage n'est certes pas trop élevé mais la qualité des emplois s'est fortement dégradée au cours des dernières années

34% (+6)

Le taux de chômage n'est pas élevé et la qualité des emplois ne s'est pas dégradée

13% (+1)

C'est dans ce contexte que deux des mesures phares de cette campagne électorale sont plébiscitées. 90% des Allemands seraient ainsi favorables à la création d'un salaire minimum (dont 63% « tout à fait favorables ») et 87% pour ce qui est du plafonnement des loyers (51% « tout à fait favorables »). Un des éléments d'explication de ces demandes réside sans doute dans le fait que si la crise fait beaucoup moins ressentir ses effets outre-Rhin qu'ailleurs en Europe, une forte minorité de la population allemande (4 personnes sur 10) se sent personnellement touchée et fragilisée.

L'impact de la crise dans sa vie personnelle

Question : Vous-même, percevez-vous beaucoup, assez, peu ou pas du tout les effets de la crise économique dans votre vie personnelle et dans celles de vos proches et de votre famille ?

	Italie  (%)	Espagne  (%)	France  (%)	Allemagne  (%)
TOTAL Beaucoup / Assez	89	84	79	39
• Beaucoup	37	36	31	12
• Assez	52	48	48	27
TOTAL Peu / Pas du tout	11	16	21	61
• Peu	10	14	19	50
• Pas du tout.....	1	2	2	11
TOTAL	100	100	100	100

Cette proportion est significativement plus forte dans l'ancienne RDA (49% contre 38% à l'Ouest), parmi les ouvriers (47%) et les actifs âgés (47% parmi les 50-64 ans souvent victimes de pré-retraite ou de chômage de longue durée).

3. Un attachement à la construction européenne mais un refus d'une intégration plus poussée.

L'existence d'un certain nombre de difficultés sociales dans le pays mais aussi et surtout le sentiment d'avoir fait beaucoup d'efforts pour rendre performante l'économie allemande et pour venir en aide aux différents partenaires de la zone euro expliquent sans doute que l'opinion publique allemande campe sur des positions assez dures.

Ainsi, 75% des personnes interrogées par l'Ifop pour Oddo sont favorables à des sanctions financières pour les Etats qui ne respecteraient pas le pacte de stabilité financière et 61% pensent que les pays européens qui souffrent le plus du chômage « devraient s'inspirer du modèle allemand en diminuant leurs dépenses sociales et en réformant leur système de protection sociale » contre 39% seulement qui jugent que « ces pays devraient mettre fin aux mesures d'austérité et relancer la consommation ».

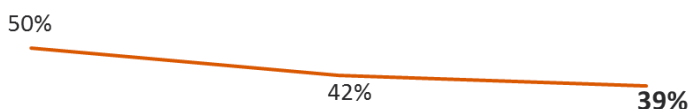
En lien avec ces positions très rigoristes (on voit d'ailleurs qu'Angela Merkel est en osmose totale avec une grande partie de la société allemande quand elle défend au niveau européen une politique de réduction des déficits), seuls 22% des Allemands seraient aujourd'hui favorables à la mutualisation de la dette entre les pays européens. Ce rejet massif des Eurobonds est partagé aussi bien par les sympathisants de la CDU/CSU que par les électeurs du SPD (78% d'opposés dans les deux cas) et s'explique par la crainte de devoir se porter garant de pays du sud en faillite. 62% des Allemands pensent en effet que « la crise va aboutir à un éclatement de la zone euro entre d'un côté les pays du Nord de l'Europe et les pays du sud de l'autre ».

Ces craintes, combinées à une forte confiance dans l'économie de leur pays, conduisent nos voisins à être de moins en moins favorables à davantage d'intégration et à préconiser de plus en plus une démarche nationale.

Le souhait concernant le degré d'intégration économique de la zone euro

Question : *Compte-tenu de la crise actuelle, au fond de vous-même, que souhaitez-vous ?*

Une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique pour tous les pays de la zone euro



Moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat



Juin 2012

Janvier 2013

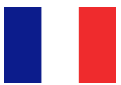
Septembre 2013

On retrouve le même mouvement quand on interroge les Allemands sur l'appartenance de leur pays à l'Union Européenne. 56% estiment que « c'est plutôt une bonne chose », soit le taux le moins élevé depuis 2010, même si ce score demeure majoritaire.

Dernier signe du poids d'une certaine forme d'euroscpticisme et de la tentation d'une solution purement nationale dans l'opinion publique outre-Rhin¹, c'est en Allemagne que le souhait d'un retour à la monnaie nationale est le plus élevé même s'il n'est pas majoritaire.

Le souhait d'un retour à la monnaie nationale

Question : Souhaitez-vous que [votre pays] abandonne l'Euro et revienne à son ancienne monnaie ?

	Allemagne  (%)	Espagne  (%)	Italie  (%)	France  (%)
• Oui.....	43	38	35	33
• Non.....	57	62	65	67
TOTAL	100	100	100	100

Ce score est en progression de quatre points par rapport à une précédente mesure réalisée en juin 2012, au pic de la crise de l'euro. Le souhait de retour au Deutschmark est aujourd'hui majoritaire parmi les catégories actives (55% auprès des 35-49 ans²) et les milieux populaires (54%), soit autant de catégories qu'Angela Merkel ou son rival, s'il l'emporte, devront rassurer et convaincre.

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

Septembre 2013

¹ La volonté de privilégier la scène nationale et la faible appétence pour jouer un rôle sur la scène internationale s'exprime également dans le fait que seuls 23% des Allemands étaient favorables à une participation à une intervention militaire de leur pays en Syrie [Ifop – Figaro – Septembre 2013].

² A l'inverse, et contrairement à ce que d'aucuns penseraient, la nostalgie n'agit pas parmi les seniors qui sont, en Allemagne comme dans les autres pays européens, la tranche d'âge la plus en attente de stabilité et la plus réfractaire à l'abandon de l'euro.